



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34, avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 24/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMF QSE (Bâtiment E)

ZAC du pôle Actif
14 allée du Piot
30660 Gallargues-Le-Montueux

Références : 2025-713
Code AIOT : 0010013475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement AMF QSE (Bâtiment E) implanté ZAC des Portes de Chambord 41500 Mer. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMF QSE (Bâtiment E)
- ZAC des Portes de Chambord 41500 Mer
- Code AIOT : 0010013475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités du site AMF QSE - bâtiment E sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 14/06/2022. Ce bâtiment est actuellement loué à la société BUT pour le stockage de matières combustibles. La configuration n°1 en 8 cellules a été mise en place.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Zonage des dangers	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Points d'eau incendie	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.13	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	RIA	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.22.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.15.2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 4.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
2	État des stocks	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Murs coupe-feu	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.6	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 7.6		
8	POI	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.25	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/11/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) les secteurs collectés et les réseaux associés les ouvrages de toutes sortes, tels que les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ou compteurs ; les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite du 3 novembre 2022: Le plan des réseaux transmis ne fait pas apparaître clairement l'ensemble des éléments demandés.</p>

Constat de la visite du 23 septembre 2025:

En séance, l'exploitant a présenté un plan des réseaux conforme. On retrouve sur ce plan notamment :

- l'origine de la distribution de l'eau d'alimentation est indiquée, ainsi que les dispositifs de protection de l'alimentation;
- la localisation du séparateur d'hydrocarbure;
- le dispositif d'isolement du réseau des eaux pluviales (vanne martellière).

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, par cellule, indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre doit pouvoir permettre de positionner l'établissement par rapport à la règle de dépassement direct et à la règle de cumul définies aux points I et II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :**Constat de la visite du 3 novembre 2022:**

L'état des stocks ne présente pas la totalité des produits combustibles présents sur le site.

Constat de la visite du 23 septembre 2025:

L'état des stock présenté par l'exploitant intègre bien les remarques faites lors de la visite précédente.

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Zonage des dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...]La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]</p>
Constats : <p><u>Constat de la visite du 3 novembre 2022:</u> La nature du risque n'est pas indiquée à l'entrée des zones concernées.</p> <p><u>Constat de la visite du 23 septembre 2025:</u> L'exploitant a présenté le document suivant: Assistance à l'élaboration du document relatif à la protection contre les explosions rédigé par le bureau Veritas en date du 27 mars 2023. Ce document statut que les locaux de charge de l'entrepôt compte tenu de la présence d'une ventilation mécanique, d'ouverture dans la zone de charge assurant une bonne ventilation et du volume très important des locaux est classé hors zone ATEX. Cependant, ce document indique des travaux en cours qui concernent l'asservissement du système de ventilation à la charge des batteries. Il est indiqué " à l'issue de ces travaux, les locaux de charge seront uniquement classé Z1, 50 cm autour des batteries en charge. <u>La non-conformité est reconduite.</u></p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs des "travaux en cours" réalisés ainsi que la justification du marquage ATEX Z1 dans les zones concernées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Murs coupe-feu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;[...]</p> <p>les parois séparatives entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives.[...]</p> <p>Les parois en pignon Nord-Ouest et en façade Nord-Est sont des murs au moins REI 240. La paroi située en pignon Sud-Est est un mur au moins REI 120. Les parois séparatives situées entre les cellules de stockage et les locaux techniques (chaufferie, locaux de charge, local transformateur, local sprinklage) sont des murs au moins REI 120.</p> <p>Les ouvertures effectuées dans ces parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois, à l'exception des murs REI 240 qui par dérogation ont des simples portes EI2 120 C.</p> <p>[...] Un marquage au sol matérialisant la zone qui doit rester libre afin de ne pas créer d'obstacles à la fermeture de portes automatiques est créé.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 3 novembre 2022:</u></p> <p>La matérialisation REI120 au droit des murs n'est pas présente en façade quai.</p> <p><u>Constat de la visite du 23 septembre 2025:</u></p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence d'une matérialisation "REI 120" en façade de quai.</p> <p><u>Pas de non-respect constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Points d'eau incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Points d'eau incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p>

[...] Pour ce faire, l'établissement dispose d'un réseau de 8 poteaux incendie privé (8 points d'eau incendie) et de deux réserves d'eau de 270 m³ unitaire (2 points d'eau incendie). Chacune de ces deux réserves d'eaux est dotée de deux raccords DN 100 mm et de deux aires d'aspiration de 40 m² pour un total de 80 m². Le réseau poteaux incendie est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. [...]

L'exploitant communique au service d'incendie et de secours les mesures des débits et des pressions délivrés par les poteaux incendie, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. [...]

Constats :

Constat de la visite du 3 novembre 2022:

L'exploitant n'a pas communiqué au service d'incendie et de secours les mesures des débits et des pressions délivrés par les poteaux incendie. Les poteaux doivent être numérotés.

Constat de la visite du 23 septembre 2025:

La visite terrain a permis de constater par échantillonnage la numérotation des poteaux incendie du site.

L'exploitant n'a pas transmis les mesures des débits et des pressions des poteaux incendie du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées ainsi qu'au SDIS 41 les justificatifs permettant de répondre au constat formulé au Pdc n°5.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : RIA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.22.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par

<p>un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :</p> <p>[...]Robinetts d'incendie armés (RIA) : Annuelle [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 3 novembre 2022:</u> Le registre de sécurité n'est pas tenu à jour. Les RIA ne sont pas contrôlés annuellement.</p> <p><u>Constat de la visite du 23 septembre 2025:</u> On ne retrouve pas dans le registre de sécurité la visite de vérification périodique des RIA 2024-2025 du site. <u>L'exploitant n'a pas transmis le dernier rapport de vérification des RIA du site.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé au Pdc n°6.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.15.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 3 novembre 2022:</u> La vérification visuelle des installations de protection contre la foudre n'est pas réalisée annuellement. L'exploitant doit préciser si les actions de correction ont été entreprises suite au dernier rapport.</p>

Constat de la visite du 23 septembre 2025:

Le rapport de vérification visuelle du 13/12/2024 rédigé par Bureau Veritas fait état de déficiences auxquelles il y a lieu de remédier.

Interrogé sur ce point, l'exploitant avance un défaut de conception lors de la réalisation. L'exploitant a transmis un devis pour la remise en conformité de l'installation de protection contre la foudre éditée par la société SOGEPROG en date 10 juin 2023. L'exploitant indique qu'un sinistre Dommage-Ouvrage est ouvert sur ce sujet depuis mars 2023.

Le système de protection contre le risque foudre du bâtiment E présente un défaut de conception majeur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.25

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans la notice de dangers au plus tard dans les trois mois suivants la mise en service. [...]

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation. Des exercices de P.O.I. sont organisés régulièrement en commun avec les établissements de la ZAC des Portes de Chambord situés dans le voisinage immédiat.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et à la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Constats :**Constat de la visite du 3 novembre 2022:**

L'exploitant n'a pas établi un Plan d'Opération Interne dans les trois mois suivants la mise en service du site.

Constat de la visite du 23 septembre 2025:

L'exploitant a présenté son Plan d'Opération Interne rédigé en date du 25/03/2021 et révisé le

24/02/2022.

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite